Léonce Ngendakumana convoqué devant la justice ce vendredi

@rib News, 25/08/2011LÃ©once Ngendakumana doit rÃ©pondre ce vendredi Ã la convocation du Parquet de Bujumbura Mairie au bureau 13, un bureau tristement connu par les opposants, avocats, journalistes, dÃ©fenseurs des droits humains, qui ne cessent dâ€™Ãªtre convoquÃ©s devant cette chambre, apprend-on des sources sur place Ã Bujumbura.Le prÃ©sident du Frodebu, qui prÃ©side en mÃªme temps lâ€™Alliance des DÃ©mocrates pour le changement (ADC-Ikibiri), une coalition des partis de lâ€™opposition burundaise, est appelÃ© Ã se prÃ©senter devant la justice suite Ã ses dÃ©clarations ter mercredi au cours dâ€™une confÃ©rence de presse, appelant le gouvernement Ã nÃ©gocier.
Le Conseil national de la communication (CNC) a de son cÃ´tÃ© rÃ©primandÃ© les mÃ©dias qui ont diffusÃ© les propos tenus cours de cette confÃ©rence de presse. Des sources de la CNC on fait savoir quâ€™il ne fallait pas passer sur les ondes des radios les dÃ©clarations de LÃ©once Ngendakumana appelant le gouvernement Ã nÃ©gocier avec l'opposition.Â Â«Â Le pouv de Bujumbura a perdu sa lÃ©gitimitÃ© suite Ã son incapacitÃ© de gÃ©rer les questions du paysÂ Â» a dÃ©clarÃ© le prÃ©side lâ€™ADC-Ikibiri, LÃ©once Ngendakumana, au cours de la confÃ©rence de presse.Selon lui, si le gouvernement continue Ã sâ€™entÃªter au lieu de commencer dans les plus brefs dÃ©lais des nÃ©gociations avec lâ€™opposition politique et armÃ©e d Burundi, ceux qui prendront les armes seront nombreux, et les partis dâ€™opposition ne seront pas loin de ceux qui vont combattre, avait-il soulignÃ©.Lâ€™opposition pose aussi des prÃ©alables pour les nÃ©gociationsÂ : le pouvoir en place doit reconnaitre Agathon Rwasa comme prÃ©sident lÃ©gitime du parti FNL et arrÃªter des poursuites judiciaires contre certains leaders politiques comme le prÃ©sident du CNDD LÃ©onard Nyangoma.Une autre prÃ©alable aux nÃ©gociations, selon LÃ©once Ngendakumana, câ€™est lâ€™arrÃªt immÃ©diate des arrestations et exÃ©cutions extrajudiciaires des membres des dâ€™opposition et de lâ€™intimidation de la sociÃ©tÃ© civile et des mÃ©dias.Les opposants burundais pose comme autre con dissolution de la ligue des jeunes du parti au pouvoir, qualifiÃ©e de milice et accusÃ©e de mener des arrestations des membres des partis dâ€™opposition, aux cÃ´tÃ©s de la police, a dÃ©clarÃ© le prÃ©sident de lâ€™ADCâ€“Ikibiri.Lâ€™ADC-Iki inquiete par la recrudescence de bandes armÃ©s et pointe du doigt les jeunes issus du parti prÃ©sidentiel et qui sont au service du pouvoir.Si les nÃ©gociations sont acceptÃ©es par le pouvoir de Bujumbura, LÃ©once Ngendakumana a fait savoir que le mÃ©diateur serait choisi soit dans la sous-rÃ©gion ou dans une autre partie du monde. Cependant, des Burundais impartiaux seraient aussi les bienvenus dans lâ€™Ã©quipe de la mÃ©diation.Notons que lors de cette confÃ©rence, LÃ©once Ngendakumana a fait remarquer que certains groupes armÃ©s se structurent dans le pays suite Ã la mauvaise gestion et conception du pouvoir par Bujumbura.Selon le prÃ©sident lâ€™alliance de lâ€™opposition burundaise, il faut que tous ces mÃ©contents soient associÃ©s dans les nÃ©gociations pour Ã©viter dâ€™ignorer tous ceux qui veulent contribuer Ã la constru du pays. [JMM]